

Crise politique

Dossier réalisé par Frédéric Chardon

- De retour de vacances, les présidents de parti ont du boulot et font face à des enjeux importants.
- Que va-t-il se passer à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Olivier Maingain, le président de Défi, va se positionner ce lundi.

Le MR est désormais moins isolé sur la scène francophone. Olivier Chastel peut même se permettre le luxe de ménager le PS en vue des coalitions locales après les élections de 2018.

De retour de Bourgogne, d'Italie ou du sud de la France, les présidents des partis francophones peuvent rallumer leurs agendas électroniques : on n'est pas et ils ne sont pas sortis de l'auberge... Le nouveau gouvernement wallon est sur pied, oui, mais une grave paralysie menace la Fédération Wallonie-Bruxelles et les fondamentaux dossiers de la réforme de l'enseignement. Une grave paralysie menace également le fonctionnement du gouvernement bruxellois où la place du CDH à la table des ministres se pose clairement. Et on n'ose pas encore imaginer à quoi vont ressembler les futurs comités de concertation entre les niveaux de pouvoir du fédéralisme belge alors que le MR vient de chiper la place du PS au Sud du pays...

Cette bisbrouille entre formations francophones vient doubler l'hypercomplexité du fonctionnement des institutions : deux Régions et une Fédération désormais gouvernées par des coalitions différentes entre elles et différentes de la majorité fédérale...

La rentrée politique va être chargée. Voici les pièges que vont devoir déjouer les présidents.

Benoît Lutgen

Il a joué. Il a presque gagné. Ou presque perdu.

L'appel du président du CDH à rejeter le PS dans l'opposition a été entendu en Wallonie. On ne mesure pas encore toutes les conséquences de son coup historique. Mais la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région bruxelloise restent des citadelles imprenables, pour l'instant, en raison de la résistance farouche d'Olivier Maingain. En tout cas, Benoît Lutgen a redonné de l'épaisseur politique à sa formation menacée par de noirs sondages. Il va devoir gérer désormais la frustration de certains humanistes bruxellois qui se sentent embarqués dans une aventure dont ils ne voulaient pas. En Wallonie, Benoît Lutgen va aussi devoir prouver que le renversement de l'alliance avec le PS au profit du MR a servi à quelque chose et n'était pas seulement lié à l'intérêt tactique du CDH.

Olivier Chastel

Le président du MR est peinarde. Les libéraux ont opéré un come-back inespéré en Wallonie aux côtés du CDH après treize ans d'exclusion. Qu'ils reviennent ou pas à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles avant 2019 importe peu, finalement. Olivier Chastel peut se contenter d'une position attentiste. La tendance amorcée par Charles Michel en 2014 au fédéral – le rejet du PS – a fait des petits sur fond de scandales à répétition mouillant les socialistes (Publifin, Samusocial, etc.). Le MR est désormais moins isolé sur la scène francophone. Le président libéral peut même se permettre le luxe de ménager le PS en vue de futures coalitions locales après les élections de 2018. Après tout, c'est Benoît Lutgen qui a débranché la prise dans les entités fédérées, non ? Tout comme le CDH, cependant, le MR va devoir démontrer que l'Orange bleue wallonne est là pour faire passer des réformes qui auraient été impossibles dans le PS.

Voici le grand stratego de la rentrée politique

Olivier Maingain

Il aura rarement été à ce point au centre du jeu politique. Le président de Défi est devenu, par la force des choses, le pivot de la politique francophone. Va-t-il ou non permettre de rejeter les socialistes partout dans les entités fédérées ou s'accrocher aux préaccords de majorité déjà signés entre les amaranthes et les socialistes ? Réponse ce lundi. Pour l'heure, Olivier Maingain ne semble pas vouloir lâcher son partenaire au gouvernement bruxellois ni monter dans l'exécutif de la Fédération sans les socialistes. C'est bien son droit. Mais, au sein de Défi, tout le monde est-il d'accord ? S'il persiste, il pourrait devoir affronter quelques frustrations internes qui pourraient sortir au grand jour. Et puis, l'électorat de base de Défi est sociologiquement plus proche du MR que du PS. L'intransigeance est souvent dangereuse en politique où tout repose sur des compromis...

Elio Di Rupo

Le président du PS est affaibli, tout le monde le dit. Paul Magnette est en embuscade, tout le monde le sait. Mais l'énigmatique Elio Di Rupo ne doit pas être sous-estimé : dans la tourmente, les mandataires socialistes serrent les rangs derrière leur chef. La discipline de parti existe encore au PS. Elio Di Rupo a une chance : les prochaines échéances électorales ne sont que dans un an et il s'agira de scrutins locaux. Dans les communes, les socialistes comptent de nombreuses pointures qui quadrillent le terrain et pourraient amortir le choc de la montée du PTB et des "affaires". Il n'empêche que les prochaines semaines vont être cruciales à titre personnel pour l'ancien Premier ministre. Paradoxalement, le renvoi du PS dans l'opposition pourrait sauver Elio Di Rupo en ravivant l'instinct grégaire au sein du parti. Le PS est en train de se rénover. Mais cela suffira-t-il à enrayer la crise idéologique que presque toutes les formations socialistes connaissent en Europe ?

Zakia Khattabi et Patrick Dupriez

On ne pourra pas reprocher un manque de cohérence aux coprésidents d'Ecolo. Après le 19 juin (la date de l'appel de Benoît Lutgen à rejeter le PS), ils avaient accepté de négocier avec les autres présidents de parti, mais seulement pour parler de gouvernance. Ils ont tenu leur ligne et, finalement, ont stoppé net les pourparlers lorsqu'ils ont estimé qu'ils ne pourraient pas avoir gain de cause dans le tour de vis drastique qu'ils proposaient. Très bien. Zakia Khattabi et Patrick Dupriez vont cependant devoir démontrer à l'avenir qu'Ecolo ne se contente pas de ce rôle de redresseur de torts et a des propositions concrètes fortes qui "parlent aux gens". Certains, chez Ecolo, regrettent que leur parti laisse de côté les préoccupations économiques. L'attitude professorale d'Ecolo sur le plan de l'éthique politique pourrait aussi finir par agacer les éventuels partenaires de majorité après les élections. Or, les prochaines communales sont vues comme un enjeu d'importance chez les verts.

Le MR a du mal à remplir ses cabinets ministériels en Wallonie

Été 2004. Après 5 années de majorité Arc-en-ciel (PS-MR-Ecolo), les libéraux se font éjecter des entités fédérées. Ils pensaient avoir un préaccord pour continuer avec les socialistes. Mais non. Dans les cabinets, les collaborateurs doivent faire leurs paquets. Les ministres également. Les sociaux-chrétiens allaient leur prendre le pouvoir et se glisser dans leur lit aux côtés du PS. Treize ans plus tard, tout a bien changé : le MR revient au gouvernement wallon et dégage cette fois le PS grâce au président du CDH, Benoît Lutgen.

Une similitude pourtant : les libéraux se trouvent face au même problème qu'en 1999, après que Louis Michel, à l'époque président du parti, avait réussi à négocier leur présence à tous les niveaux de pouvoir. En Wallonie, le MR a du mal à remplir ses cabinets ministériels en raison d'une administration quasi-monocolore (le rouge).

Une question de sous

Le problème est directement lié au besoin de loyauté politique des "cabinettards" (il faut, idéalement, qu'ils adhèrent au même parti que leur ministre) mais est aussi budgétaire. En fait, lorsqu'un fonctionnaire régional est détaché dans le cabinet d'un ministre du gouvernement wallon, son salaire reste payé par son administration d'origine. Seule ce que l'on appelle la "prime de cabinet" (un supplément au traitement de base) est alors déboursée par les services gouvernementaux. Le système est donc confortable. Par contre, si ce même technicien est détaché, par exemple, de la fonction publique fédérale, le cabinet doit prendre en charge l'entièreté de son traitement. Or, le budget de fonctionnement des cabinets est loin d'être extensible. Il est, au contraire, soumis à une forte pression à la baisse en raison du climat antipoliti-

que qui règne désormais.

L'équation est simple : les ministres wallons du MR ont intérêt à détacher le plus possible de collaborateurs depuis l'administration wallonne. Mais voilà, pour le dire platement, les fonctionnaires wallons MR sont une denrée plutôt rare... Et difficile d'engager un agent qui aurait une autre étiquette politique. Un ministre libéral wallon confirme et ironise : *"Cette situation est bien connue. Mais les montagnes sont aussi là pour être vaincues. En tout cas, nous ne subissons pas le reproche de vider l'administration wallonne de ses experts..."* Un fin connaisseur des rouages internes du MR donne quelques détails supplémentaires sur l'état du recrutement au sein des cabinets régionaux. *"Oui, ils ont du mal à trouver du monde. Les bureaux sont encore presque tous vides, surtout chez Borsus (le nouveau ministre-Président wallon, NdlR). Ce sont surtout des collaborateurs du groupe parlementaire à Namur qui sont montés dans les cabinets. Ils sont presque tous devenus chefs de cab' adjoints."*

Mettre l'administration au pas

Outre la difficulté à trouver des fonctionnaires wallons MR, les libéraux craignent, comme durant l'Arc-en-ciel, d'être confrontés à l'inertie de l'administration dont les hauts-fonctionnaires sont en grande partie liés au PS. Durant les négociations estivales, Benoît Lutgen et Olivier Chastel avaient d'ailleurs planché sur les moyens de renforcer l'arsenal disciplinaire contre les agents de la Région wallonne qui voudraient mettre des bâtons dans les roues de la nouvelle majorité Orange bleue.

F.C.

Michel/Chastel, un duo libéral qui fonctionne bien

■ Le Premier ministre a peu commenté les négociations politiques. Par stratégie.

Dans son prestigieux bureau du 16, rue de la Loi, le Premier ministre a le sourire. Alors qu'en 2014 les commentateurs politiques ne donnaient pas cher de la peau du MR, engagé dans une coalition risquée avec la N-VA au fédéral, les libéraux vien-

nent de reprendre pied dans le superbastion socialiste : la Région wallonne. C'était inespéré.

Jupiter au "16"

Pourtant, Charles Michel reste discret alors qu'il pourrait triompher. Son staff préfère qu'il ne se répande pas médiatiquement sur les renversements d'alliance dans les entités fédérées. Une question d'image, clairement. Il s'agit de faire passer le message suivant : le Premier ministre se

situe au-dessus de la mêlée et gère le pays avec sérénité, selon un agenda principalement socio-économique. Certains y verront une attitude jupitérienne, similaire à la réserve volontaire du président de la République française, Emmanuel Macron.

Fin juillet, alors que les jeux de coalition occupaient tous les esprits, le gouvernement fédéral a sorti un nouveau panel de mesures destinées à relancer l'économie (dont l'abaissement historique de l'impôt des sociétés à 20 %).

Le contraste, évidemment, devait jouer en faveur des libéraux, qui profitaient de l'occasion pour se présenter face aux citoyens comme un parti gestionnaire et responsable tandis que la politique francophone était fortement secouée.

Charles Michel s'était alors tout de même exprimé dans la presse sur le retour des libéraux au pouvoir en Wallonie, mais avec une relative modestie : que le PS soit désormais relégué dans l'opposition à la Région wallonne était, à ses yeux, "un signe d'espoir pour l'avenir du pays".

Très actif en coulisses

Il ne l'a pas dit officiellement mais le grand patron du MR a pourtant été particulièrement actif en coulisses pour assurer le retour de ses troupes dans les entités fédérées. C'est toutefois le président du parti, Olivier Chastel, qui négociait, qui prenait position.

Une question d'image, donc, mais également de stratégie très réaliste. "Charles veut marquer la différence et se montrer en dehors de ces jeux de rôles politiques, relève un libéral. Mais le

problème aussi, c'est que Charles n'a pas vraiment d'excellentes relations avec Lutgen ni avec les autres présidents. Avec le PS, c'est cassé depuis 2014. En revanche, Chastel, lui, s'entend bien avec tout le monde. Y compris avec Benoît Lutgen. Ils se sont manifestement bien amusés tous les deux à négocier cet été. Ce sont deux quadras wallons bien sympathiques, quoi. Rien à voir avec Magnette qui ne sait parler que de bouquins... Bref, le côté 'Mr Nobody' de Chastel arrangeait bien le MR : personne ne pense de mal de lui et il était tout désigné pour négocier plutôt que Charles Michel."

Olivier Chastel est en quelque sorte le démineur et le porte-voix de Charles Michel après l'appel du 19 juin du président du CDH, Benoît Lutgen, qui a abouti à un renversement d'alliance en Wallonie. Le président des libéraux, qui n'a pas des ambitions personnelles

démesurées et a la confiance de Charles Michel à qui il ne fait pas d'ombre.

L'histoire politique aime l'ironie. En 2004, alors accusé, y compris dans son propre camp, d'avoir précipité l'éviction du MR par son style politique cassant, Charles Michel a connu une traversée du désert. Désormais, après de multiples péripéties, il est Premier ministre, Olivier Chastel lui garde la place au chaud à la présidence, et c'est l'un de ses proches qui est le chef du gouvernement wallon (Willy Borsus).

Dans ce contexte favorable, les libéraux se sentent pousser des ailes. "Pour nous dégommer du pouvoir, il va falloir y aller... Même si on ne montait pas maintenant à la Région bruxelloise et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, on est aux portes de ces gouvernements. Si ce n'est pas maintenant, ce sera en 2019", commente une source MR.

F.C.